



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

## 5<sup>ème</sup> PUISSANCE MONDIALE ! ACTE II

Chacun peut s'accorder à dire que pour une 5<sup>ème</sup> puissance mondiale, on fait fort car tout l'exécutif, il y a quelques jours, disait bien et on s'en souvient, « que le masque dans la rue ne servait à rien ».

Aujourd'hui, l'exécutif décide de nationaliser les « petites mains » de la couture, autrement dit les Français, pour fabriquer des masques artisanaux dont le modèle sera unique dans chaque foyer. Même le journal Le Parisien nous explique comment la fabrication peut s'effectuer dans tous les foyers.

Parions que les machines à coudre ne vont pas manquer de faire défaut sur les chaînes de production.

Cela pourrait conduire à rire si la situation n'était pas aussi grave.

Martin Hirsch se rendant à l'hôpital Beaujon hier, se voyait remettre une pétition de 4500 signatures qui exigeait encore des moyens de protection et notamment des masques FFP2. Il répondait à ceux qui lui remettaient ces signatures, et avec un bel aplomb que le matériel était là, que les soignants pouvaient en disposer et que d'autre part, il n'avait jamais supprimé de lits à l'AP/HP. Nous partageons ce que les personnels lui ont répondu « menteur ».

Mais où sont les 2 milliards de masques qui devraient être livrés ? Mais où sont les 24 millions de masques annoncés comme stockés par la poste dans une commune de Seine et Marne, en réserve, alors que les personnels de cette même poste, exposés, n'en possède pas suffisamment ? Dans le même temps où certains pays comme l'Autriche, distribuent des masques à tous ceux qui vont faire leurs courses dans les grandes surfaces.

Chercher l'erreur sur la place réelle de la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale et le don qu'elle a, en la personne du Président de la République, de donner des leçons à toute l'Europe !!!

Les masques, il en manque partout en France quel que soit le secteur d'activités où les salariés travaillent. D'ailleurs, lorsqu'on regarde bien les droits de retrait, d'alerte, de dépôt de grève existent parce que les salariés exigent des moyens de protection mais également qu'on ne remette pas en cause le code du travail alors qu'on commence à entendre de nouveau que c'est notre modèle social qui limite les effets désastreux de cette épidémie.

La crise du coronavirus est aggravée par tout ce que nous développons avec les moyens de protection mais elle met aussi en évidence la grosse crise du logement dans notre pays et particulièrement les inégalités existantes dans le cadre du confinement puisque l'INSEE a publié des chiffres qui nous amèneront à comprendre qu'on ne vit pas tous le confinement, dans les mêmes conditions. Il prouvait en effet que plus de 25% des logements à Paris et en Seine St Denis sont surpeuplés et que ce sont souvent les couples avec enfants et les familles monoparentales qui en souffrent.

De nombreux habitants en Ile-de-France s'entassent dans des tours ou des barres d'immeubles de mauvaise qualité de vie et d'équipements.

Qui peut donc dire aujourd'hui que cette situation n'entraîne pas de répercussions sur la contamination ?

Dans la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale, comment peut-on ne pas être en capacité de produire des masques, des gants, des lunettes, des blouses, des bouteilles d'oxygène, des respirateurs, des médicaments et fournir des hôpitaux et des logements de qualité, en nombre, tenant compte de la précarité et de la pauvreté qui n'ont fait que se développer au cours des années passées ? Les gilets jaunes avaient tiré le signal d'alarme comme les syndicats revendicatifs.

Les personnels soignants quels qu'ils soient, avaient eux aussi tiré le signal d'alarme et la seule réponse apportée, n'en déplaise à Monsieur Hirsch, avait été de fermer des lits, des services, des hôpitaux et supprimer quantité de postes.

Notre Dame brûle on fait appel à la générosité des Français. L'hôpital et les services publics brûlent parce que les politiques publiques ont été celles de la destruction et on fait appel à la générosité des Français.

Il n'y aurait pas aujourd'hui la nécessité de faire appel aux dons si les gouvernements qui se sont succédés, avaient pris leurs responsabilités en faisant que l'ensemble des services publics soient garantis pour tous les Français et non privatisés pour distribuer plus de dividendes aux actionnaires.

Ah ! Elle a bonne mine la 5<sup>ème</sup> puissance mondiale et arrêtez de le dire continuellement car nous allons être obligés de fabriquer des mouchoirs pour éponger toutes les larmes que vous nous faites pleurer... de rage, de désespoir mais aussi de rire !

Paris, le 8 avril 2020